

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1160

[C - 99/27301]

17 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, notamment l'article 2 insérant un article 60*bis* dans le Code des droits de succession, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret-programme du 16 décembre 1998 a modifié le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transport, notamment son chapitre II quant aux dispositions instaurant un taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises, et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1999;

Considérant que l'entrée en vigueur du décret-programme du 16 décembre 1998 nécessite la modification de l'arrêté du Gouvernement du 30 avril 1998 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et qu'il y a lieu de poursuivre le soutien de la continuité ou de la transmission d'entreprises;

Considérant que le présent arrêté doit produire ses effets au 1^{er} janvier 1999 afin d'éviter toute rupture d'égalité de traitement entre les dossiers introduits antérieurement et ceux introduits postérieurement à l'entrée en vigueur du décret-programme du 16 décembre 1998;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a les Finances dans ses attributions;

2° décret : le chapitre II du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998;

3° entreprise : la personne physique ou la personne morale constituée sous la forme commerciale, visée à l'article 60*bis*, § 1^{er}, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, à l'exclusion des professions libérales, qu'elles soient exercées à titre individuel ou sous forme de société;

4° administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

5° continuateurs : les personnes qui recueillent des biens ou des titres au sens de l'article 60*bis* du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret;

6° intermédiaire : le mandataire désigné par les continuateurs auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration;

7° titres : les actions et parts sociales, à l'exclusion des créances obligataires.

Art. 2. Le directeur général de l'administration est habilité à délivrer les attestations visées par le décret. Il peut déléguer cette compétence aux fonctionnaires de l'administration.

Art. 3. § 1^{er}. La demande de délivrance de l'attestation prévue par le décret est envoyée à l'administration par les continuateurs ou leur intermédiaire sous pli recommandé.

§ 2. La demande de délivrance de l'attestation, dont le modèle figure en annexe I du présent arrêté mentionne :

1° les nom et prénoms, la date de naissance, la date de décès du de cujus et son dernier domicile;

2° l'adresse complète du bureau de perception des droits de succession auprès duquel la déclaration de succession sera déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession;

3° les noms, prénoms et domiciles de tous les continuateurs;

4° la dénomination ou la raison sociale, le numéro d'inscription au registre de commerce, les numéros d'identification à la TVA et à l'ONSS ainsi que l'adresse de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60*bis* du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, est sollicité;

5° le nombre de travailleurs engagés par l'entreprise sous contrat de travail et soumis à l'ONSS, exprimé en équivalent temps plein, au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre du décès du de cujus. Ne sont pas concernés, les travailleurs visés à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

6° la valeur nette des avoirs visés à l'article 60*bis*, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret ou de tous les titres visés à l'article 60*bis*, § 1^{er}, 2°, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, calculée conformément à l'article 60*bis*, § 2, du Code des droits de succession, ainsi que le nombre de titres qui sont en possession du défunt ou des continuateurs avant et après le décès.

§ 3. La demande de délivrance de l'attestation est accompagnée de copies certifiées sincères des documents suivants :

1° soit les comptes annuels de l'année précédant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise, soit l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques, ainsi que la liste des biens recueillis affectés à l'exploitation visée à l'article 60*bis*, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret;

2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de la Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° le cas échéant, la copie du pacte d'actionnariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 3, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret.

§ 4. La demande de délivrance de l'attestation est datée et signée par les continuateurs ou leur intermédiaire. Les continuateurs ou leur intermédiaire déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets.

Art. 4. L'administration délivre dans un délai n'excédant pas 30 jours ouvrables, calculé à dater de la réception de la demande visée à l'article 3, une attestation dont le modèle figure en annexe II du présent arrêté.

Lorsque la demande ne comporte pas toutes les données visées à l'article 3, § 2, ou n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 3, § 3, le délai susvisé ne prend cours qu'à partir de la date de réception par l'administration des données ou des documents faisant défaut. En ce cas, l'administration avertit les continuateurs ou leur intermédiaire, dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents qui font défaut.

L'attestation est délivrée en trois exemplaires dont deux originaux et une copie certifiée conforme datés et signés par le directeur général de l'administration ou son délégué.

Le premier original est signifié aux continuateurs ou à leur intermédiaire et est destiné à être joint à la déclaration de succession et le deuxième original est envoyé directement au receveur des droits de succession compétent, la copie étant gardée par les continuateurs ou leur intermédiaire.

Art. 5. Les continuateurs ayant bénéficié du taux réduit sur les droits de succession sont tenus de communiquer à l'administration au cours de chacune des cinq années qui suivent le décès du de cujus et au plus tard à la fin du trimestre anniversaire du trimestre du décès du de cujus, une déclaration dont le modèle figure en annexe III du présent arrêté, attestant que les conditions visées à l'article 60bis, § 3, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, restent remplies.

Cette déclaration mentionne le numéro de l'attestation délivrée en vertu de l'article 4 et est accompagnée d'une copie certifiée sincère des documents suivants :

1° soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de chaque année révolue suivant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu où le siège de direction effective est établi, soit, pour les personnes physiques, l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques;

2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de la Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres de chaque année révolue suivant le décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° le cas échéant, la copie du pacte d'actionnariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 3 du Code des droits de succession, inséré en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret.

Art. 6. L'administration délivre aux continuateurs ou à leur intermédiaire, dans un délai n'excédant pas 30 jours ouvrables, calculé à dater de la réception de la déclaration visée à l'article 5, une attestation dont le modèle figure en annexe IV du présent arrêté.

Lorsque la déclaration n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 5, alinéa 2, le délai susvisé ne prend cours qu'à partir de la date de réception par l'administration des données ou des documents faisant défaut. En ce cas, l'administration avertit les continuateurs ou leur intermédiaire, dans les dix jours ouvrables de la réception de la déclaration, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents qui font défaut.

En cas de décision favorable, l'administration délivre aux continuateurs ou à leur intermédiaire, un exemplaire original et une copie certifiée conforme de l'attestation.

En cas de décision défavorable, l'attestation est délivrée en trois exemplaires, dont deux originaux datés et signés par le Directeur général de l'administration ou son délégué et une copie certifiée conforme. Le premier original est délivré aux continuateurs ou à leur intermédiaire et le deuxième original est envoyé directement au receveur des droits de succession compétent, tandis que la copie est gardée par les continuateurs ou leur intermédiaire.

Art. 7. En cas de décision défavorable en ce qui concerne les attestations visées aux articles 4 et 6 du présent arrêté, les continuateurs ou leur intermédiaire peuvent introduire un recours par pli recommandé auprès de l'administration dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la notification de la décision.

L'administration instruit le recours et le Ministre notifie sa décision aux continuateurs dans un délai de 30 jours à dater de la réception du recours.

Art. 8. En cas de non-respect des dispositions visées à l'article 60bis, § 3, les droits de succession sont dus conformément au tarif général des droits de succession.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 11. Le Ministre du Budget et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J-CI. VAN CAUWENBERGHE

Annexe I

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 place de la Wallonie 1
 5100 Jambes
 Tél. : 081/33 31 11

Formulaire de demande de délivrance de l'attestation en vue de l'obtention du taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises en application de l'article 60bis du Code des droits de succession modifié, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports (*Moniteur belge* du 27 janvier 1998) et par le décret-programme du 16 décembre 1998 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1998) et l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Partie I : Renseignements relatifs à la succession

L'attestation qui fait l'objet de la présente demande sera utilisée pour solliciter l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998.

Cette attestation sera annexée à la déclaration de succession de :

Nom et prénoms :

Né(e) le : à

Décédé(e) le à

Domicilié(e) en dernier lieu à

..... (adresse complète)

qui sera déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession au bureau du Receveur établi à :

..... (adresse complète du bureau du Receveur compétent)

dont la (les) personne(s) ci-après est (sont) le(s) continuateur(s) :

Nom	Prénoms	Adresse
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

La (les) personne(s) précitée(s) présente(nt) la demande de délivrance de l'attestation et désigne(nt) le mandataire suivant, en qualité d'intermédiaire, auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :

Nom et prénom :

Adresse :

Tél :

Fax :

Partie II : Renseignements relatifs à l'entreprise

II. 1. Personne physique	
Nom :	
Prénoms :	
Adresse :	
Registre de commerce : n° - RC de Date :	
Identification TVA : n°	
Numéro d'immatriculation à l'ONSS :	
Description succincte de l'activité :	
.....	
.....	

II. 2. Personne morale	
Dénomination commerciale :	
Raison sociale :	
Forme juridique :	
Adresse du siège social :	
Adresse du siège d'exploitation :	
Registre de commerce : n° RC de date :	
Identification TVA : n°	
Numéro d'immatriculation à l'ONSS :	
N° de Code NACE et description succincte de l'activité :	
.....	
.....	

II. 3. Travailleurs employés au cours des quatre trimestres précédant le trimestre du décès exprimés en équivalent temps plein (1)					
Trimestres	Régime 5 jours/semaine		Régime 6 jours/semaine		Total A + B
	Nbre de jours	NJ/65,25 = A	Nbre de jours	NJ/78,25 = B	
1 ^{er}					
2e					
3e					
4e					

II. 4. Travailleurs soumis à la législation en vigueur en matière de sécurité sociale d'un Etat membre de l'Union européenne et employés au cours des quatre trimestres exprimés en équivalent temps plein (2)	
Trimestres	Nombre de travailleurs en ETP
1 ^{er}	
2e	
3e	
4e	

II. 5. Composition du capital social (3)

a) Nombre de titres composant le capital social - Valeur nette de l'ensemble des titres :

Nombre	Valeur nette

b) Situation avant le décès du de cujus : - nombre de titres en possession du de cujus

Nombre	Valeur nette

- nombre de titres en possession des continuateurs

Nom et prénom	Nombre	Valeur nette
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10		

c) Situation après le décès du de cujus : - nombre de titres en possession des continuateurs

Nom et prénom	Nombre	Valeur nette
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10		

II. 6. Valeur nette et liste des biens visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession telle qu'elle résulte de l'annexe à la déclaration en matière d'impôts des personnes physiques (4)

--

Partie III : Annexes à joindre

Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation sera accompagné de copies certifiées sincères des documents suivants :

1° soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de l'année précédant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu où le siège de direction effective est établi, soit, pour les personnes physiques, l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques;

2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les Institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° la cas échéant, la copie du pacte d'actionariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 3, du Code des droits de succession, inséré en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret.

Partie IV : Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à observer la réglementation en matière de taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Date :

Signatures

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande	Numéro de dossier attribué	Traité par
Le dossier est complet	Oui Documents manquants demandés Non le	Documents manquants ou compléments d'information reçus le

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe II

Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
place de la Wallonie 1
Jambes
Tél. : 081/33 31 11

Attestation

La présente attestation est délivrée en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998 ainsi que de son arrêté d'exécution à :

.....
.....
.....
..... (noms, prénoms, adresses)

ayant présenté une demande à cet effet le :
en leur qualité de continuateurs de :

nom et prénoms :
né(e) le : et décédé(e) le :

pour lequel (laquelle) la déclaration de succession sera déposée, conformément à l'article 38 du Code des droits de succession, au bureau des droits de succession établi à :

.....

et ayant désigné en qualité d'intermédiaire la personne mentionnée ci-après, à laquelle toute signification et communication peuvent être valablement faites par l'administration :

Nom et prénom :

Adresse :

.....

numéro de téléphone : Numéro de télécopie :

Concernant l'entreprise :

ayant son siège à :

inscrite au registre de commerce de : sous le numéro :

et ayant le numéro de TVA :

Décision de l'administration	
L'entreprise remplie ne remplit pas (5) les conditions visées à l'article 60bis, § 1 ^{er} du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transport, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998, pour les raisons suivantes	
1. 60bis, § 1 ^{er}	(6)
2. 60bis, § 1 ^{er} , 1 ^o	
3. 60bis, § 1 ^{er} , 2 ^o , alinéa 1 ^{er}	
4. 60bis, § 1 ^{er} , 2 ^o , alinéa 2	
5. 60bis, § 1 ^{er} , 2 ^o , alinéa 3	

La présente attestation portant le numéro de dossier et est délivrée le

Au nom du Gouvernement wallon,

Le fonctionnaire délégué.

Avis important
Une réclamation motivée contre la présente décision peut être adressée sous pli recommandé dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la notification de la présente attestation auprès du Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, place de la Wallonie 1, bât. II, 3e étage à 5100 Jambes.
Dans un délai de 30 jours, le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions notifie sa décision.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe III

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Economie et de l'Emploi

place de la Wallonie 1

Jambes

Tél. : 081/33 31 11

Notification annuelle du respect des conditions visées à l'article 60bis, § 3 du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998.

Partie I. — Renseignements relatifs à la succession

La présente notification est relative à l'attestation délivrée en vue de l'obtention du taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises portant le numéro de dossier, délivrée aux personnes mentionnées ci-après le concernant la succession de :

Nom et prénoms :

Né(e) le : et décédé(e) le :

Domicilié(e) en dernier lieu à :

pour lequel (laquelle) une déclaration de succession a été déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession au bureau des droits de succession, établi à :

le et est inscrite sous le numéro :

Le ou les continueurs mentionnés ci-après :

	Nom	Prénoms	Adresse
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
...			

ayant désigné le mandataire suivant en qualité d'intermédiaire, auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :

Nom et prénoms :

Adresse :

N° de téléphone :N° de télécopie :

Déclare (nt) :

1° qu'il(s) a (ont) bénéficié d'une réduction des droits de succession en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret;

2° que l'entreprise a poursuivi une activité au cours de l'exercice

3° que le nombre de travailleurs, exprimé en unités de temps plein a été maintenu à 75 % du nombre déterminé dans la demande de délivrance d'attestation faite le

4° que les avoirs investis ou le capital social n'a pas diminué à la suite de prélèvements ou de distributions.

Partie II. — Renseignements relatifs à l'entreprise

II. 1. Personne physique	
Nom :	
Prénoms :	
Adresse :	
Registre de commerce : n° - RC de Date :	
Identification TVA : n°	
Numéro d'immatriculation à l'ONSS :	
Description succincte de l'activité :	
.....	

II. 2. Personne morale	
Dénomination commerciale :	
Raison sociale :	
Forme juridique :	
Adresse du siège social :	
Adresse du siège d'exploitation :	
Registre de commerce : n° RC de date :	
Identification TVA : n°	
Numéro d'immatriculation à l'ONSS :	
Numéro de code NACE :	
Description succincte de l'activité :	
.....	

II. 3. Travailleurs employés au cours des quatre trimestres précédant le trimestre du décès exprimés en équivalent temps plein (1)					
Trimestres	Régime 5 jours/semaine		Régime 6 jours/semaine		Total A + B
	Nbre de jours	NJ/65,25 = A	Nbre de jours	NJ/78,25 = B	
1 ^{er}					
2 ^{ème}					
3 ^{ème}					
4 ^{ème}					

II. 4. Travailleurs soumis à la législation en vigueur en matière de sécurité sociale d'un Etat membre de l'Union européenne et employés au cours des quatre trimestres exprimés en équivalent temps plein (2)	
Trimestres	Nombre de travailleurs en ETP
1 ^{er}	
2 ^{ème}	
3 ^{ème}	
4 ^{ème}	

II. 5. Composition du capital social (9)

a) Nombre de titres composant le capital social - valeur nette de l'ensemble des titres

Nombre	Valeur nette

b) Rappel de la situation avant le décès du de cujus - nombre de titres en possession du de cujus

Nombre	Valeur nette

- nombre de titres en possession des continuateurs

Nom et prénom	Nombre	Valeur nette
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

c) Modifications annuelles de l'actionariat.

Au terme de chaque année écoulée, communiquer les modifications intervenues dans l'actionariat durant la période de 5 années qui suit le décès du de cujus

Nom et prénom	Nombre	Valeur nette
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

II. 6. Valeur nette et liste des biens visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession telle qu'elle résulte de l'annexe à la déclaration en matière d'impôts des personnes physiques (10)

--

Partie III. — Annexes à joindre

Les copies certifiées sincères des documents suivants sont jointes à la présente notification :

- 1° soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de chaque année révolue suivant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu où le siège de direction effective est établi, soit, pour les personnes physiques, l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques;
- 2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres de chaque année révolue suivant le décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les Institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;
- 3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;
- 4° la cas échéant, la copie du pacte d'actionariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 3 du Code des droits de succession, inséré en ce qui concerne la Région wallonne par le décret.

Partie IV. — Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à observer la réglementation en matière de taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Date :

Signatures

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande	Numéro de dossier attribué	Traité par
Le dossier est complet	Oui Documents manquants demandés Non le	Documents manquants ou compléments d'information reçus le

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe IV

Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
place de la Wallonie 1
Jambes
Tél. : 081/33 31 11

Attestation annuelle délivrée conformément à l'article 60bis, § 3 du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998.

Vu la première attestation délivrée en date du à :

Nom	Prénoms	Adresse
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Continueur(s) de :

Nom, prénoms :

Décédé(e) le :

Au(x)quel(s) la réduction des droits de succession a été accordée en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret

en ce qui concerne l'entreprise :

ayant son siège à :

inscrite au Registre de commerce de sous le numéro :

et assujettie à la TVA sous le numéro :

Le soussigné atteste que :

1° D'après les informations et documents fournis dans la notification annuelle du inscrite sous le numéro, les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits de succession sont remplies conformément à l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997, modifié par celui du 16 décembre 1998.	
2° D'après les informations et documents fournis dans la notification annuelle du inscrite sous le numéro, les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits de succession ne sont plus remplies pour les raisons suivantes (11) :	
a. Art. 60bis, § 3, 1°	
b. Art. 60bis, § 3, 2°	
c. Art. 60bis, § 3, 3°	

La présente attestation est délivrée le et remplace l'attestation délivrée en date du

Au nom du Gouvernement wallon,

Le fonctionnaire délégué.

Avis important

Une réclamation motivée contre la présente décision peut être adressée sous pli recommandé dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la notification de la présente attestation auprès du Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, place de la Wallonie 1, bât. II, 3ème étage à 5100 Jambes.

Dans un délai de 30 jours, le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions notifie sa décision.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Notes

(1) Compléter le tableau ci-dessus en mentionnant pour les 4 trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus le nombre de journées rémunérées et assimilées pour les employés et ouvriers (à l'exclusion des stagiaires AR n° 230 et des apprentis) en fonction du régime de travail (5 ou 6 jours par semaine). Si l'entreprise occupe ou a occupé des personnes ne prestant pas des journées complètes, indiquez, en annexe, leur nom, les périodes au cours desquelles elles ont travaillé à temps partiel et selon quel horaire. Si le nombre obtenu dans la colonne "Total A + B" dépasse une unité et n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5.

(2) Indiquer, en annexe, la législation en vigueur conformément au Règlement (CEE) n° 1408/71.

(3) Uniquement pour les personnes morales.

(4) Uniquement pour les personnes physiques.

(5) Biffer la mention inutile ainsi que les cases justificatives.

(6) Indiquer la motivation en fait adéquate.

(7) Compléter le tableau ci-dessus en mentionnant pour les 4 trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus le nombre de journées rémunérées et assimilées pour les employés et ouvriers (à l'exclusion des stagiaires AR n° 230 et des apprentis) en fonction du régime de travail (5 ou 6 jours par semaine). Si l'entreprise occupe ou a occupé des personnes ne prestant pas des journées complètes, indiquez, en annexe, leur nom, les périodes au cours desquelles elles ont travaillé à temps partiel et selon quel horaire. Si le nombre obtenu dans la colonne "Total A + B" dépasse une unité et n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5.

(8) Indiquer, en annexe, la législation en vigueur conformément au Règlement (CEE) n° 1408/71.

(9) Uniquement pour les personnes morales.

(10) Uniquement pour les personnes physiques.

(11) Cocher la case justificative et indiquer la motivation en fait adéquate.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1160

[C - 99/27301]

17. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, insbesondere des Artikels 2, durch den ein Artikel 60bis in das Erbschaftssteuergesetzbuch eingefügt wird, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1^{er}, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß das Programmdekret vom 16. Dezember 1998 das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, insbesondere seines Kapitel II bezüglich der Bestimmungen, die einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer einführen, abgeändert hat, und am 1. Januar 1999 in Kraft getreten ist;

In der Erwägung, daß das Inkrafttreten des Programmdekrets vom 16. Dezember 1998 die Abänderung des Erlasses der Regierung vom 30. April 1998 über den ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer notwendig macht, und daß die Weiterführung oder die Übertragung von Betrieben weiter unterstützt werden soll;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß am 1. Januar 1999 wirksam werden muß, damit jegliche Unterbrechung der Gleichbehandlung zwischen den vorher eingereichten und den nach dem Inkrafttreten des Programmdekrets vom 16. Dezember 1998 eingereichten Anträge vermieden wird;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören;

2° das Dekret: Kapitel II des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998;

3° der Betrieb: jede natürliche oder juristische Person, die in Form einer Handelsgesellschaft gegründet wurde und die in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches genannt wird, mit Ausnahme der Freiberufe, unabhängig davon, ob sie individuell oder im Rahmen einer Gesellschaft ausgeübt werden;

4° die Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° die Fortsetzer: die Personen, die im Sinne des für die Wallonische Region durch das Dekret eingefügten Artikels 60 bis des Erbschaftsteuerbuchs Güter oder Wertpapiere erhalten;

6° der Vermittler: der von den Fortsetzern bezeichnete Bevollmächtigte, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann;

7° die Wertpapiere: die Aktien und Geschäftsanteile, mit Ausnahme der Obligationsforderungen.

Art. 2 - Der Generaldirektor der Verwaltung ist befugt, die in dem Dekret angeführten Bescheinigungen auszustellen. Er kann diese Befugnis auf die Beamten der Verwaltung übertragen.

Art. 3 - § 1. Der Antrag auf Ausstellung der in dem Dekret angeführten Bescheinigung wird durch die Fortsetzer oder ihren Vermittler per Einschreibebrief an die Verwaltung gerichtet.

§ 2. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung, für den in der Anlage I ein Muster beigefügt wird, umfaßt folgende Informationen:

1° Name und Vorname, Geburtsdatum, Sterbedatum des Erblassers sowie dessen letzter Wohnsitz;

2° die vollständige Anschrift des Einnahmeamtes der Erbschaftssteuern, bei dem die Erbschaft gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches angemeldet wird;

3° Name, Vorname und Wohnsitz eines jeden Fortsetzers;

4° die Gesellschaftsbezeichnung oder die Firma, die Eintragsnummer im Handelsregister, die Erkennungsnummer beim Mehrwertsteueramt und bei dem Landesamt für Soziale Sicherheit sowie die Anschrift des Betriebs, für den die Anwendung des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftsteuergesetzbuches vorgesehenen Vorteils beantragt wird;

5° die Anzahl der Arbeitnehmer, die mit dem Betrieb in einem Arbeitsvertragsverhältnis stehen und beim Landesamt für Soziale Sicherheit eingetragen sind, ausgedrückt in Vollzeiteinheiten, und zwar für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist. Die in Artikel 5 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge angeführten Arbeitnehmer sind nicht betroffen.

6° der Nettobetrag des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis § 1^{er}, 1°, des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Vermögens oder aller in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis § 1^{er}, 2°, des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Wertpapiere, der gemäß Artikel 60bis § 2 des Erbschaftssteuergesetzbuches berechnet wurde, sowie die Anzahl der Wertpapiere, die vor und nach dem Ableben im Besitz des Verstorbenen oder der Fortsetzer sind.

§ 3. Dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung werden beglaubigte Abschriften folgender Schriftstücke beigefügt:

1° entweder der Jahresabschluß des Jahres vor dem, in dem Erblasser verstorben ist, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder die Anlage zur Steuererklärung der natürlichen Personen, sowie die Liste der geerbten Güter, die für den in Artikel 60 bis, § 1, 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnten Betrieb bestimmt sind;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl der in den Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Aktionsbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;
 4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens der Aktieninhaber.

§ 4. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung wird von den Fortsetzern oder ihrem Vermittler datiert und unterzeichnet. Die Fortsetzer oder ihr Vermittler geben eine ehrenwörtliche Erklärung ab, in der sie die Richtigkeit und Vollständigkeit der übermittelten Angaben und beigefügten Schriftstücke bescheinigen.

Art. 4 - Innerhalb einer Frist von höchstens 30 Arbeitstagen, die ab dem Eingang des in Artikel 3 angeführten Antrags berechnet wird, stellt die Verwaltung eine Bescheinigung aus, für die in der Anlage II des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird.

Umfaßt der Antrag nicht die gesamten in Artikel 3, § 2 angeführten Angaben oder fehlen die in Artikel 3, § 3 angeführten Beweisstücke, läuft die vorerwähnte Frist erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Schriftstücke bei der Verwaltung eingegangen sind.

In diesem Fall teilt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Antrags mit, daß dieser unvollständig ist und gibt an, welche Angaben oder Schriftstücke fehlen.

Die Bescheinigung wird in dreifacher Ausfertigung ausgestellt. Dabei handelt es sich um zwei Originale und eine beglaubigte Abschrift, die durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Bevollmächtigten datiert und unterzeichnet werden.

Das erste Original wird den Fortsetzern oder ihrem Vermittler zugestellt und dient dazu, der Erbschaftsanmeldung beigefügt zu werden. Das zweite Original wird direkt an den zuständigen Einnahmer der Erbschaftssteuern gesandt. Die Abschrift schließlich bleibt im Besitz der Fortsetzer oder ihres Vermittlers.

Art. 5 - Die Fortsetzer, die in den Genuß des ermäßigten Steuersatzes der Erbschaftsteuer gelangt sind, haben die Pflicht, im Laufe jedes der fünf auf das Todesjahr des Erblassers folgenden Jahre und spätestens am Ende des Quartals, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, eine Erklärung an die Verwaltung zu richten, für die in der Anlage III des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird und die bescheinigt, daß die in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Bedingungen noch stets erfüllt sind.

Diese Erklärung beinhaltet die Nummer der gemäß Artikel 4 ausgestellten Bescheinigung. Ebenfalls beigefügt wird eine beglaubigte Abschrift der folgenden Dokumente:

1° entweder, für die juristischen Personen, der Jahresabschluss jedes nach dem Ableben des Erblassers vergangenen Jahres, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder, für die natürlichen Personen, die Anlage zur Steuererklärung der natürlichen Personen;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale von jedem nach dem Ableben des Erblassers vergangenen Jahr, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl der in dem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Registers der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60 bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens des Aktieninhaber.

Art. 6 - Innerhalb einer Frist von höchstens 30 Arbeitstagen, die ab dem Eingang der in Artikel 5 erwähnten Erklärung berechnet wird, stellt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler eine Bescheinigung aus, für die in der Anlage IV des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird.

Umfaßt die Erklärung die in Artikel 5, Absatz 2 erwähnten Beweisstücke nicht, läuft die vorerwähnte Frist erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Schriftstücke bei der Verwaltung eingegangen sind.

In diesem Fall teilt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler innerhalb von zehn Arbeitstagen ab dem Eingang der Erklärung mit, daß diese unvollständig ist und gibt an, welche Angaben oder Schriftstücke fehlen.

Im Falle eines positiven Beschlusses stellt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler ein Original und eine beglaubigte Abschrift der Bescheinigung aus.

Im Falle eines ablehnenden Beschlusses wird die Bescheinigung in dreifacher Ausfertigung ausgestellt. Dabei handelt es sich um zwei Originale, die durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Bevollmächtigten datiert und unterzeichnet werden und eine beglaubigte Abschrift. Das erste Original wird den Fortsetzern oder ihrem Vermittler zugestellt. Das zweite Original wird direkt an den zuständigen Einnahmer der Erbschaftssteuern gesandt. Die Abschrift schließlich bleibt im Besitz der Fortsetzer oder ihres Vermittlers.

Art. 7 - Ist der Beschluß über die in den Artikeln 4 und 6 des vorliegenden Erlasses angeführten Bescheinigungen ablehnend, sind die Fortsetzer oder ihr Vermittler berechtigt, innerhalb von 15 Tagen ab dem Eingang der Mitteilung des Beschlusses per Einschreibebrief Einspruch bei der Verwaltung zu erheben.

Die Verwaltung überprüft den Einspruch und der Minister teilt den Fortsetzern seinen Beschluß innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs mit.

Art. 8 - Im Falle der Mißachtung der in Artikel 60bis, § 3 angeführten Bestimmungen, müssen Erbschaftssteuern gemäß der allgemeinen Tariftabelle der Erbschaftssteuern entrichtet werden.

Art. 9 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30 April 1998 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer wird aufgehoben.

Art. 10 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1999 wirksam.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
 R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage I

Ministerium der Wallonischen Region
 Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tel.: 081/33 31 11

Antragsformular für die Ausstellung einer Bescheinigung zwecks Anwendung des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer in Anwendung des Artikels 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches, für die Wallonische Region abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen (B.S. vom 27. Januar 1998) und das Programmdekret vom 16. Dezember 1998 (B.S. vom 30. Dezember 1998) und den Erlaß der Wallonischen Regierung über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer.

Teil I: Angaben über die Erbschaft

Die Bescheinigung, die Gegenstand des vorliegenden Antrags ist, wird benutzt, um den durch den für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehenen Vorteil zu beantragen, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998.

Diese Bescheinigung wird beigelegt in der Anlage der Erbschaftsanmeldung von:

Name und Vorname(n)

Geboren am in.....

Verstorben am..... in

Letzter Wohnsitz

.....(vollständige Anschrift)

die gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt werden wird im Amt des Einnehmers von:.....

.....(vollständige Anschrift des zuständigen Einnahmeamtes)

deren Fortsetzer die nachstehend angeführte(n) Person(en) ist/sind:

Name	Vornamen	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Die vorangeführten Personen stellen den Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung und bezeichnen folgenden Bevollmächtigten als Vermittler, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname

Anschrift:

Tel.:

Fax:

Teil II: Angaben über den Betrieb

II. 1. Natürliche Person
Name:
Vorname:
Anschrift:
Handelsregister: Nr. - HR von Datum:
Erkennungsnummer MwSt.: Nr.
Eintragungsnummer ONSS:
Kurze Beschreibung der Tätigkeit:
.....
.....

II. 2. Juristische Person
Handelsbezeichnung:
Firma:.....
Rechtsform:
Anschrift des Gesellschaftssitzes:
Anschrift des Betriebssitzes:
Handelsregister: Nr. - HR von Datum:
Erkennungsnummer MwSt.: Nr.
Eintragungsnummer ONSS:
NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:
.....
.....

II. 3. Im Laufe der vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Todesfall stattfand, beschäftigte Arbeitnehmer, ausgedrückt in Volleinheiten (1)					
Quartale	5 Tage/Woche-Regelung		6 Tage/Woche-Regelung		Gesamt A + B
	Anzahl Tage (AT)	AT/65,25 = A	Anzahl Tage	AT/78,25 = B	
1					
2					
3					
4					

II. 4. Arbeitnehmer, die der auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit geltenden Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union unterliegen und die im Laufe der vier Quartale beschäftigt wurden, ausgedrückt in Volleinheiten (2)	
Quartale	Anzahl Arbeitnehmer in Volleinheiten
1	
2	
3	
4	

II. 5. Zusammensetzung des Betriebsvermögens (3)

a) Anzahl der Wertpapiere, die das Betriebsvermögen bilden B Nettowert der Gesamtheit der Wertpapiere:

Anzahl	Nettowert

b) Zustand vor dem Ableben des Erblassers: - Anzahl der Wertpapiere im Besitz des Erblassers

Anzahl	Nettowert

- Anzahl der Wertpapiere im Besitz der Fortsetzer:

Name und Vorname	Anzahl	Nettowert
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10.		

c) Zustand nach dem Ableben des Erblassers: - Anzahl der Wertpapiere im Besitz der Fortsetzer

Name und Vorname	Anzahl	Nettowert
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10.		

II. 6. Nettowert und Liste der Güter, die in Artikel 60bis, § 1^{er}, 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnt werden, so wie aus der Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen zu erkennen ist (4)

--

Teil III: Beizufügende Anlagen

Dem Antragsformular für die Ausstellung der Bescheinigung sind beglaubigte Abschriften der nachstehend angeführten Schriftstücke beizufügen:

1° entweder für die juristischen Personen, der Jahresabschluß des Jahres vor dem, in dem Erblasser verstorben ist, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder, für die natürlichen Personen, die Anlage zur Steuererklärung der natürlichen Personen;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteneinheiten ausgedrückten Anzahl der in dem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Aktionsbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens der Aktieninhaber.

Teil IV: Ehrenwörtliche Erklärung

Die Unterzeichneten erklären, davon Kenntnis genommen zu haben, daß sie sich gemäß dem Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1933 über die auf dem Gebiet der Subventionen, Entschädigungen und Zulagen jeglicher Art, die vollständig oder teilweise zu Lasten des Staates sind, einzureichenden Erklärungen strafbar machen, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Antrags wissentlich und freiwillig falsche oder unvollständige Angaben machen.

Die Unterzeichneten verpflichten sich, die Gesetzgebung auf dem Gebiet des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu beachten und der Verwaltung alle für den vorliegenden Antrag zweckdienlichen Informationen zu übermitteln.

Datum:

Unterschriften

Der Verwaltung vorbehalten

Eingangsdatum des Antrags	Zugeteilte Aktennummer	Sachbearbeiter
Die Akte ist vollständig	Ja	Fehlende Dokumente angefordert
	Nein	am
		Fehlende Dokumente oder zusätzliche Informationen erhalten am

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer in der Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage II

Ministerium der Wallonischen Region
Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
Place de la Wallonie 1
Jambes
Tel.: 081/33 31 11

Bescheinigung

Die vorliegende Bescheinigung wird gemäß dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998, und dessen Durchführungserlaß eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches ausgestellt an:

.....
.....
.....

(Namen, Vornamen, Anschrift)

die zu diesem Zweck einen Antrag eingereicht haben am:

in ihrer Eigenschaft als Fortsetzer von:

Name und Vorname:

geboren am: und verstorben am:

für den die Erbschaftsanmeldung gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt werden wird im Einnahmeamt der Erbschaftssteuern von:

.....

und die die nachstehend angeführte Person als Vermittler bezeichnet haben, an die die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname:

Anschrift:

.....

Telefonnummer: Faxnummer:

bezüglich des Betriebs:

mit Sitz in:

eingetragen in das Handelsregister von: unter der Nummer:

und mit der Mehrwertsteuernr.:

Entscheidung der Verwaltung	
Der Betrieb erfüllt erfüllt nicht (5) die in dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen eingefügten Artikel 60bis, § 1 des Erbschaftssteuergesetzbuches, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998, angeführten Bedingungen, aus folgenden Gründen	
1. 60bis, § 1	(6)
2. 60bis, § 1, 1°	
3. 60bis, § 1, 2°, Absatz 1	
4. 60 bis, § 1, 2°, Absatz 2	
5. 60bis, § 1, 2°, Absatz 3	

Die vorliegende Bescheinigung mit der Aktennummer wird ausgestellt am

Im Namen der Wallonischen Regierung,

Der beauftragte Beamte.

Wichtige Mitteilung
Gegen die vorliegende Entscheidung kann per Einschreiben ein begründeter Einspruch erhoben werden innerhalb von 15 Tagen ab dem Eingangsdatum der Mitteilung der vorliegenden Bescheinigung. Dieser Einspruch ist zu richten an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, Place de la Wallonie, 1, Gebäude II, 3. Stock in 5100 Jambes.
Innerhalb von dreißig Tagen teilt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, seinen Beschluß mit.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer in der Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage III

Ministerium der Wallonischen Region

Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung

Place de la Wallonie 1

Jambes

Tel.: 081/33 31 11

Jährliche Erklärung der Beachtung der in dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998, eingefügten Artikel 60bis, § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Bedingungen.

Teil I: Angaben über die Erbschaft

Die vorliegende Erklärung bezieht sich auf die Bescheinigung, die ausgestellt wird, um in den Genuß des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer zu gelangen, mit der Aktennummer, die den nachstehend angeführten Personen am ausgestellt wurde und folgende Erbschaft betrifft:

Name und Vorname:

geboren am: und verstorben am:

Letzter Wohnsitz:

für den die Erbschaftsanmeldung gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt wurde im Einnahmeamt der Erbschaftssteuern von:

am und eingetragen unter der Nummer:

Der bzw. die nachstehend angeführte(n) Fortsetzer:

Name	Vorname	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

der bzw. die die nachstehend angeführten Bevollmächtigten als Vermittler bezeichnet hat bzw.haben, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname:

Anschrift:

Telefonnummer: Faxnummer:

erklärt bzw. erklären:

1° daß er bzw. sie gemäß dem für die Wallonische Region durch das Dekret vom 17. Dezember 1997 eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches in den Genuß einer Ermäßigung der Erbschaftssteuer gelangt ist bzw. sind;

2° daß das Unternehmen seine Tätigkeit im Laufe des Geschäftsjahres weitergeführt hat;

3° daß die Anzahl der Arbeitnehmer, ausgedrückt in Vollzeiteneinheiten, auf ein Niveau von 75 % der in dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung vom festgelegten Anzahl gehalten wurde;

4° daß die investierten Mittel oder das Gesellschaftskapital nicht durch Abbuchungen oder Auszahlungen verringert wurde.

Teil II: Angaben über den Betrieb

II. 1. Natürliche Person

Name:

Vorname:

Anschrift:

Handelsregister: Nr. - HR von Datum:

Erkennungsnummer MwSt.: Nr.

Eintragungsnummer ONSS:

Kurze Beschreibung der Tätigkeit:

.....

II. 2. Juristische Person

Handelsbezeichnung:

Firma:

Rechtsform:

Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Anschrift des Betriebssitzes:

Handelsregister: Nr. - HR von Datum:

Erkennungsnummer MwSt.: Nr.

Eintragungsnummer ONSS:

NACE - Kennzahl:

Kurzbeschreibung der Aktivitäten:

.....

II. 3. Im Laufe der vier Quartale des vollendeten Jahres nach dem Todesfall beschäftigte Arbeitnehmer, ausgedrückt in Vollzeiteinheiten (7)

Quartale	5 Tage/Woche-Regelung		6 Tage/Woche-Regelung		Gesamt A + B
	Anzahl Tage (AT)	AT/65,25 = A	Anzahl Tage	AT/78,25 = B	
1					
2					
3					
4					

II. 4. Arbeitnehmer, die der auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit geltenden Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union unterliegen und die im Laufe der vier Quartale beschäftigt wurden, ausgedrückt in Vollzeiteinheiten (8)

Quartale	Anzahl Arbeitnehmer in Vollzeiteinheiten
1	
2	
3	
4	

II.5. Zusammensetzung des Betriebskapitals (9)

a) Anzahl der Wertpapiere, die das Betriebskapital bilden B Nettowert der Gesamtheit der Wertpapiere

Anzahl	Nettowert

b) Zustand vor dem Ableben des Erblassers B Anzahl der Wertpapiere im Besitz des Erblassers

Anzahl	Nettowert

- Anzahl der Wertpapiere im Besitz der Fortsetzer

Name und Vorname	Anzahl	Nettowert
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

a) Jährliche Änderungen der Teilhaberstruktur.

Am Ende jedes vergangenen Jahres die in der Teilhaberstruktur während der fünfjährigen Periode nach dem Ableben des Erblassers eingetretenen Änderungen mitteilen

Name und Vorname	Anzahl	Nettowert
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

II. 6 Nettowert und Liste der in Artikel 60bis, § 1^{er}, 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Guthaben, so wie er aus der Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen zu erkennen ist (10)

--

Teil II: Beizufügende Anlagen

Der vorliegenden Mitteilung sind beglaubigte Abschriften der nachstehend angeführten Schriftstücke beizufügen:

1° entweder, für die juristischen Personen, der Jahresabschluß des vollendeten Jahres nach dem Tod des Erblassers, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes zur Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder, für die natürlichen Personen, die Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale des vollendeten Jahres nach dem Tod des Erblassers, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl der in dem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Aktionsbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens der Aktieninhaber.

Teil IV: Ehrenwörtliche Erklärung

Die Unterzeichneten erklären, davon Kenntnis genommen zu haben, daß sie sich gemäß dem Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1933 über die auf dem Gebiet der Subventionen, Entschädigungen und Zulagen jeglicher Art, die vollständig oder teilweise zu Lasten des Staates sind, einzureichenden Erklärungen strafbar machen, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Antrags wissentlich und freiwillig falsche oder unvollständige Angaben machen.

Die Unterzeichneten verpflichten sich, die Gesetzgebung auf dem Gebiet des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu beachten und der Verwaltung alle für den vorliegenden Antrag zweckdienlichen Informationen zu übermitteln.

Datum:

Unterschriften

Der Verwaltung vorbehalten

Eingangsdatum der Mitteilung:	Nr. der ersten Bescheinigung:
Sachbearbeiter:	Die Akte ist vollständig Ja Nein
Fehlende Dokumente angefordert am	Fehlende Dokumente oder zusätzliche Informationen erhalten am

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer in der Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage IV

Ministerium der Wallonischen Region
Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
Place de la Wallonie 1
Jambes
Tel.: 081/33 31 11

Jahresbescheinigung, ausgestellt gemäß dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen eingefügten Artikel 60bis, § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998.

Aufgrund der ersten Bescheinigung ausgestellt am an:

Name	Vorname	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

Fortsetzer von:
 Name, Vorname:
 Verstorben am:
 dem die Ermäßigung der Erbschaftssteuer gemäß dem für die Wallonische Region durch das Dekret eingefügten Artikel 60bis gewährt wurde
 für den Betrieb:
 mit Betriebssitz in:
 eingetragen in das Handelsregister von unter der Nummer:
 und mehrwertsteuerpflichtig unter der Nummer:
 Der Unterzeichnete bescheinigt, daß:

1° Gemäß den Informationen und Schriftstücken, die der jährlichen Erklärung vom, eingetragen unter der Nummer, beigefügt wurden, sind die Bedingungen, um in den Genuß einer Ermäßigung der Erbschaftssteuer zu gelangen, gemäß dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 eingefügten Artikel 60bis, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998, erfüllt			
2° Gemäß den Informationen und Schriftstücken, die der jährlichen Erklärung vom, eingetragen unter der Nummer, beigefügt wurden, sind die Bedingungen, um in den Genuß einer Ermäßigung der Erbschaftssteuer zu gelangen aus folgenden Gründen nicht mehr erfüllt (11)			
a.	Art. 60bis, § 3, 1°		
b.	Art. 60bis, § 3, 2°		
c.	Art. 60bis, § 3, 3°		

Die vorliegende Bescheinigung wird am ausgestellt und ersetzt die Bescheinigung vom

Im Namen der Wallonischen Regierung,
 Der beauftragte Beamte.

Wichtige Mitteilung

Gegen die vorliegende Entscheidung kann per Einschreiben ein begründeter Einspruch erhoben werden innerhalb von 15 Tagen ab dem Eingangsdatum der Mitteilung der vorliegenden Bescheinigung. Dieser Einspruch ist zu richten an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, Place de la Wallonie 1, Gebäude II, 3. Stock in 5100 Jambes.

Innerhalb von dreißig Tagen teilt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, seinen Beschluß mit.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer in der Anlage beigefügt zu werden.
 Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
 R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Notes

(1) Obenstehende Tabelle ausfüllen, wobei für die 4 Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, die Anzahl der vergüteten oder gleichgestellten Tage für die Angestellten und Arbeiter anzugeben ist (mit Ausnahme der Praktikanten KE Nr. 230 und der Lehrlinge) je nach Arbeitszeitregelung (5 oder 6 Tage/Woche). Wenn der Betrieb Personen beschäftigt oder beschäftigt hat, die keine vollen Arbeitstage leisten, geben Sie bitte in der Anlage deren Namen an, die Zeitspannen, während denen sie gearbeitet haben und zu welchem Lohn sie vergütet wurden. Wenn das Ergebnis in der Spalte "Gesamt A + B" größer als eine Einheit und keine ganze Zahl ist, so wird sie auf die nächste Einheit auf- bzw. abgerundet, je nachdem ob die erste Dezimalzahl größer oder gleich als fünf ist, oder nicht.

(2) In der Anlage die geltende Gesetzgebung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 angeben.

(3) Ausschließlich für die juristischen Personen

(4) Ausschließlich für natürliche Personen.

(5) Unzutreffendes sowie die Spalten zur Rechtfertigung streichen.

(6) Die faktisch angemessene Begründung anführen.

(7) Obenstehende Tabelle ausfüllen, wobei für die 4 Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, die Anzahl der vergüteten oder gleichgestellten Tage für die Angestellten und Arbeiter anzugeben ist (mit Ausnahme der Praktikanten KE Nr. 230 und der Lehrlinge) je nach Arbeitszeitregelung (5 oder 6 Tage/Woche). Wenn der Betrieb Personen beschäftigt oder beschäftigt hat, die keine vollen Arbeitstage leisten, geben Sie bitte in der Anlage deren Namen an, die Zeitspannen, während denen sie gearbeitet haben und zu welchem Lohn sie vergütet wurden. Wenn das Ergebnis in der Spalte "Gesamt A + B" größer als eine Einheit und keine ganze Zahl ist, so wird sie auf die nächste Einheit auf- bzw. abgerundet, je nachdem ob die erste Dezimalzahl größer oder gleich als fünf ist, oder nicht.

(8) In der Anlage die geltende Gesetzgebung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 angeben.

(9) Ausschließlich für juristische Personen

(10) Ausschließlich für natürliche Personen.

(11) Die Spalte zur Rechtfertigung ankreuzen und die faktisch angemessene Begründung angeben.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1160

[C — 99/27301]

**17 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht**

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, inzonderheid op artikel 2, waarbij een artikel 60bis is ingevoegd in het Wetboek der Successierechten, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het programmadecreet van 16 december 1998 wijzigingen heeft aangebracht in het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, inzonderheid in hoofdstuk II wat betreft de bepalingen tot invoering van een verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht, en in werking is getreden op 1 januari 1999;

Overwegende dat het besluit van de Regering van 30 april 1998 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht gewijzigd moet worden ten gevolge van de inwerkingtreding van het programmadecreet van 16 december 1998, en dat verder steun moet worden verleend inzake de continuïteit of de overdracht van de ondernemingen;

Overwegende dat dit besluit uitwerking moet hebben op 1 januari 1999, zodat de dossiers die vóór de inwerkingtreding van het programmadecreet van 16 december 1998 zijn ingediend en die welke na die datum zijn ingediend op dezelfde wijze kunnen worden behandeld;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister van Financiën;

2° het decreet : hoofdstuk II van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998;

3° de onderneming : natuurlijke of rechtspersoon in de vorm van een handelsvennootschap, zoals bedoeld in artikel 60bis, § 1, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd, met uitsluiting van de vrije beroepen die individueel of in de vorm van een vennootschap worden uitgeoefend;

4° het bestuur : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° de voortzetters : de personen die goederen of effecten verkrijgen in de zin van artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd;

6° de tussenpersoon : de door de voortzetters aangewezen gemachtigde aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig gericht kunnen worden door het bestuur;

7° de effecten : de aandelen en de inbreng, met uitzondering van de obligatieschuldvorderingen.

Art. 2. De directeur-generaal van het bestuur is bevoegd om de in het decreet bedoelde attesten af te geven. Hij kan deze bevoegdheid aan ambtenaren van zijn bestuur opdragen.

Art. 3. § 1. De voortzetters of hun tussenpersoon moeten hun aanvraag om attestafgifte bij aangetekende brief aan het bestuur richten.

§ 2. Het aanvraagformulier voor de attestafgifte, dat moet beantwoorden aan het model in bijlage I, bevat de volgende gegevens :

1° de naam, voornamen, geboortedatum, datum van overlijden van de de cujus en zijn laatste woonplaats;

2° het volledige adres van het ontvangkantoor der successierechten waar de aangifte van nalatenschap overeenkomstig artikel 38 van het Wetboek der Successierechten zal worden neergelegd;

3° de naam, voornamen en woonplaats van alle voortzetters;

4° de naam of firma, het inschrijvingsnummer in het handelsregister, de BTW- en RSZ-nummers en het adres van de onderneming die het voorwerp is van de aanvraag om het voordeel bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd;

5° het aantal werknemers die de onderneming, in de loop van de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cujus overleden is, bij arbeidsovereenkomst voltijds in dienst genomen heeft en die onder de RSZ vallen. De werknemers bedoeld in artikel 5 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten komen niet in aanmerking;

6° de nettowaarde van de activa bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd, of van alle effecten bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, van het Wetboek der Successierechten dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd, berekend overeenkomstig artikel 60bis, § 2, van het Wetboek der Successierechten, alsook het aantal effecten in handen van de erflater of de voortzetters vóór of na het overlijden.

§ 3. Bij de aanvraag om attestafgifte dient een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende bescheiden te worden gevoegd :

1° hetzij de jaarrekeningen van het jaar voorafgaand aan het overlijden van de de cujus, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is, hetzij de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting, alsook de lijst van de verkregen goederen die bestemd zijn voor de exploitatie bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1° van het Wetboek der Successierechten;

2° hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele staten voor de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cujus overleden is, hetzij gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de Lidstaten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit duidelijk kan worden afgeleid hoeveel voltijdse werknemers de onderneming in dienst heeft genomen;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, derde lid, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd.

§ 4. De aanvraag om attestafgifte moet gedateerd en getekend worden door de voortzitters of hun tussenpersoon. De voortzitters verklaren op hun erewoord dat de verstrekte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn.

Art. 4. Het attest, waarvan het model opgenomen is in bijlage II bij dit besluit, wordt afgegeven door het bestuur binnen een termijn van maximum 30 wekdagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de in artikel 3 bedoelde aanvraag.

Wanneer de aanvraag niet alle in artikel 3, § 2, bedoelde gegevens bevat of niet vergezeld gaat van de in artikel 3, § 3, bedoelde bewijsstukken, begint voormelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop het bestuur de ontbrekende gegevens of stukken in ontvangst neemt. In dit geval verwittigt het bestuur de voortzitters of hun tussenpersoon binnen tien wekdagen na ontvangst van de aanvraag dat het formulier niet naar behoren is ingevuld en vermeldt het de ontbrekende gegevens of stukken.

Het attest wordt afgegeven in drie exemplaren, waarvan twee originelen en één voor eensluidend verklaard afschrift, gedateerd en getekend door de Directeur-generaal van het bestuur of zijn afgevaardigde.

Het eerste originele exemplaar wordt overgemaakt aan de voortzitters of aan hun tussenpersoon en is bij de aangifte van nalatenschap te voegen. Het tweede originele exemplaar wordt rechtstreeks overgemaakt aan de bevoegde ontvanger der successierechten terwijl de voortzitters of hun tussenpersoon het afschrift moeten bewaren.

Art. 5. § 1. De voortzitters die het verlaagd tarief der successierechten hebben genoten, moeten in de loop van elk van de vijf jaren na het overlijden van de de cujus en uiterlijk aan het einde van het kwartaal van de verjaardag van zijn overlijden, bij het bestuur een aangifte indienen waarvan het model in bijlage III bij dit besluit opgenomen is en waaruit blijkt dat is voldaan aan de voorwaarden bedoeld in artikel 60bis, § 3, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd.

Die aangifte vermeldt het nummer van het overeenkomstig artikel 4 afgegeven attest en gaat vergezeld van een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende bescheiden :

1° hetzij, voor rechtspersonen, de jaarrekeningen van elk verstreken jaar volgend op het overlijden van de de cujus, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is, hetzij, voor natuurlijke personen, de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting;

2° hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele staten voor de vier kwartalen van elk verstreken jaar volgend op het overlijden van de de cujus, hetzij gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de Lidstaten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit duidelijk kan worden afgeleid hoeveel voltijdse werknemers de onderneming in dienst heeft genomen;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, derde lid, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd.

Art. 6. Het attest, waarvan het model opgenomen is in bijlage IV bij dit besluit, wordt door het bestuur aan de voortzitters of hun tussenpersoon afgegeven binnen een termijn van maximum 30 wekdagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de in artikel 5 bedoelde aangifte.

Wanneer de aangifte niet vergezeld gaat van de in artikel 5, tweede lid, bedoelde bewijsstukken, begint voormelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop het bestuur de ontbrekende gegevens of stukken in ontvangst neemt. In dit geval verwittigt het bestuur de voortzitters of hun tussenpersoon binnen tien wekdagen na ontvangst van de aangifte dat het formulier niet naar behoren is ingevuld en vermeldt het de ontbrekende gegevens of stukken.

§ 2. In geval van gunstige beslissing bezorgt het bestuur de voortzitters of hun tussenpersoon een origineel exemplaar en een voor eensluidend verklaard afschrift van het attest.

§ 3. In geval van ongunstige beslissing wordt het attest afgegeven in drie exemplaren, waarvan twee originelen gedateerd en getekend door de Directeur-generaal van het bestuur of diens afgevaardigde en een voor eensluidend verklaard afschrift. Het eerste originele exemplaar wordt overgemaakt aan de voortzitters of aan hun tussenpersoon. Het tweede exemplaar wordt rechtstreeks verzonden aan de bevoegde ontvanger der successierechten, terwijl het afschrift door de voortzitters of hun tussenpersoon wordt bewaard.

Art. 7. In geval van ongunstige beslissing betreffende de in de artikelen 4 en 6 van dit besluit bedoelde attesten, kunnen de voortzitters of hun tussenpersoon binnen 15 dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing bij aangetekende brief beroep instellen bij het bestuur.

Het bestuur onderzoekt het beroep en de Minister geeft de voortzitters kennis van zijn beslissing binnen 30 dagen na ontvangst van het beroep.

Art. 8. Als de in artikel 60bis, § 3, bedoelde bepalingen niet in acht worden genomen, moeten de successierechten betaald worden overeenkomstig het algemeen tarief van de successierechten.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 11. De Minister van Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage I

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Economie et de l'Emploi

place de la Wallonie 1

5100 Jambes

Tel. : 081/33 31 11

Aanvraagformulier voor de afgifte van het attest waarmee het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht kan worden verkregen overeenkomstig artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten, voor het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer (B.S. van 27 januari 1998) en bij het programmadecreet van 16 december 1998 (B.S. van 30 december 1998) en het besluit van de Waalse Regering betreffende het verlaagd tarief der successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Deel I : Gegevens over de nalatenschap

Het attest waarop deze aanvraag betrekking heeft, moet dienen voor de aanvraag van het voordeel bedoeld in artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het decreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998.

Dit attest moet gevoegd worden bij de aangifte van nalatenschap van :

naam en voornaam :

geboren op te

overleden op te

laatst woonachtig te (volledig adres)

en moet overeenkomstig art. 38 van het Wetboek der Successierechten neergelegd worden op het kantoor van

de Ontvanger te

(volledig adres van het kantoor van de bevoegde ontvanger)

die de volgende persoon (personen) als wettelijke voortzetter(s) heeft :

Naam	Voornamen	Adres
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Bovengenoemde persoon/personen dient/dienen een aanvraag om attestafgifte in en wijzen ondervermelde gemachtigde aan als tussenpersoon aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kunnen worden gericht door het bestuur :

Naam en voornaam :

Adres :

Tel. :

Fax :

Deel II : Gegevens over de onderneming

II. 1. Natuurlijke persoon	
Naam :	
Voornaam :	
Adres :	
Handelsregister : nr. - HR van Datum :	
BTW-nr. :	
RSZ-registratiernr. :	
Beknopte beschrijving van de activiteit :	
.....	
.....	

II. 2. Rechtspersoon	
Naam :	
Firma :	
Rechtsvorm :	
Adres van de zetel van de vennootschap :	
Adres van de bedrijfszetel :	
Handelsregister : nr. HR van datum :	
BTW-nr. :	
RSZ-registratiernr. :	
Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :	
.....	
.....	

II.3. Aantal voltijds tewerkgestelde werknemers tijdens de vier kwartalen vóór het kwartaal van het overlijden (1)					
Kwartalen	5 dagen/week		6 dagen/week		Totaal A + B
	Aantal dagen	AD/65,25 = A	Aantal dagen	AD/78,25 = B	
1e kwartaal					
2e kwartaal					
3e kwartaal					
4e kwartaal					

II. 4. Werknemers onderworpen aan de wetgeving op de sociale zekerheid van toepassing in een Lidstaat van de Europese Unie en voltijds tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen (2)	
Kwartalen	Aantal voltijdse werknemers
1e kwartaal	
2e kwartaal	
3e kwartaal	
4e kwartaal	

II. 5. Samenstelling van het maatschappelijk kapitaal (3)

a) Aantal effecten waaruit het maatschappelijk kapitaal bestaat — Nettowaarde van de gezamenlijke effecten :

Aantal	Nettowaarde

b) Toestand vóór het overlijden van de de cujus :- aantal effecten in handen van de de cujus

Aantal	Nettowaarde

- aantal effecten in handen van de voortzitters

Naam en voornaam	Aantal	Nettowaarde
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10.		

c) Toestand na het overlijden van de de cujus : - aantal effecten in handen van de voortzitters

Naam en voornaam	Aantal	Nettowaarde
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10.		

II. 6. Nettowaarde en lijst van de goederen bedoeld in artikel 60*bis*, § 1^{er}, 1^o, van het Wetboek der Successierechten, zoals vastgelegd in de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting (4)

--

Deel III : Bij te voegen bijlagen

Bij het aanvraagformulier voor de afgifte van het attest moet een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende bescheiden worden gevoegd :

1° hetzij, voor rechtspersonen, de jaarrekeningen van het jaar voorafgaand aan het overlijden van de erflater, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie gevestigd is, hetzij, voor natuurlijke personen, de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting;

2° hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele overzichten betreffende de vier kwartalen voorafgaand aan het overlijden van de erflater, hetzij gelijkaardige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de Lidstaten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit op ondubbelzinnige wijze kan worden afgeleid hoeveel werknemers voltijds tewerkgesteld zijn door de onderneming;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, derde lid, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd.

Deel IV : Verklaring op erewoord

Ondergetekenden bevestigen kennis te hebben genomen van het feit dat zij strafbaar zijn met straffen overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen te doen i.v.m. subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, indien zij wetens en willens onjuiste of onvolledige verklaringen afleggen in deze aanvraag.

Ondergetekenden verbinden er zich toe de reglementering betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht na te leven en het bestuur de nodige gegevens te verstrekken i.v.m. deze aanvraag.

Datum :

Handtekeningen

Vak voorbehouden aan het bestuur

Datum van ontvangst van de aanvraag	Toegekend dossiernummer	Behandeld door
Het dossier is volledig Ja Nee	Ontbrekende documenten gevraagd op	Ontbrekende documenten of aanvullende gegevens ontvangen op

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage II

Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
place de la Wallonie 1
Jambes
Tel. : 081/33 31 11

Attest

Dit attest wordt krachtens artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998, en krachtens het uitvoeringsbesluit ervan afgegeven aan :

.....

.....

..... (namen, voornamen en adressen)

die daartoe een aanvraag hebben ingediend op :

als voortzetters van :

naam en voornamen :

geboren op : en overleden op :

voor wie een aangifte van nalatenschap overeenkomstig art. 38 van het Wetboek der Successierechten zal worden neergelegd op het kantoor der successierechten te :

.....

.....

en die de hierna vermelde persoon heeft aangewezen als tussenpersoon aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kunnen worden gericht door het bestuur :

Naam en voornaam :

Adres :

.....

Tel. : Fax :

Betreffende de onderneming :

met zetel te :

ingeschreven in het handelsregister : onder nummer :

en met als BTW-nr. :

Beslissing van het bestuur		
De onderneming voldoet aan voldoet niet aan (5) de voorwaarden bedoeld in artikel 60bis, § 1 van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998, om de volgende redenen		
1. 60bis, § 1		(6)
2. 60bis, § 1, 1°		
3. 60bis, § 1, 2°, eerste lid		
4. 60bis, § 1, 2°, tweede lid		
5. 60bis, § 1, 2°, derde lid		

Dit attest, met het dossiernummer, wordt afgegeven op

Namens de Waalse Regering,

De gemachtigde ambtenaar.

Belangrijk bericht

Tegen deze beslissing kan binnen 15 dagen na ontvangst van de kennisgeving van dit attest een met redenen omkleed bezwaarschrift bij aangetekende brief ingediend worden bij het "Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi", place de la Wallonie, 1, bât. II, 3ème étage 5100 Jambes.

De Minister van Begroting en Financiën deelt zijn beslissing mee binnen een termijn van 30 dagen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage III

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Economie et de l'Emploi

place de la Wallonie 1

Jambes

Tel. : 081/33 31 11

Jaarlijkse kennisgeving betreffende de inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 60*bis*, § 3, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998.

Deel I : Gegevens over de erfopvolging

Deze kennisgeving betreft het attest (dossinummer.....) dat op is afgegeven aan de hierna genoemde personen met het oog op de toekenning van het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht en met betrekking tot de erfopvolging van :

Naam en voornaam :

Geboren op : en overleden op :

Laatst woonachtig te :

voor wie een aangifte van nalatenschap overeenkomstig art. 38 van het Wetboek der Successierechten is neergelegd op het kantoor der successierechten te :

.....

op en ingeschreven onder nummer :

De hierna genoemde voortzetter(s) :

Naam	Voornaam	Adres
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Heeft (hebben) volgende gemachtigde aangewezen als tussenpersoon aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kunnen worden gericht door het bestuur :

Naam en voornaam :

Adres :

Tel. : Fax :

bevestigt (bevestigen) :

1° een vermindering van de successierechten te hebben genoten overeenkomstig artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd;

2° dat de onderneming haar activiteit heeft voortgezet gedurende het boekjaar.....;

3° dat het aantal voltijdse werknemers gehandhaafd werd op 75 % van het aantal vermeld in de attestaanvraag opgemaakt op

4° dat er geen vermindering is van de belegde activa of het maatschappelijk kapitaal ten gevolge van heffingen of uitkeringen.

Deel II : Gegevens over de onderneming

II. 1. Natuurlijke persoon	
Naam :	
Voornaam :	
Adres :	
Handelsregister : nr. - HR van Datum :	
BTW-nr. :	
RSZ-registratienr. :	
Beknopte beschrijving van de activiteit :	
.....	

II. 2. Rechtspersoon	
Naam :	
Firma :	
Rechtsvorm :	
Adres van de zetel van de vennootschap :	
Adres van de bedrijfszetel :	
Handelsregister : nr. HR van datum :	
BTW-nr. :	
RSZ-registratienr. :	
Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :	
.....	

II.3. Aantal voltijds tewerkgestelde werknemers tijdens de vier kwartalen vóór het kwartaal van het overlijden (7)					
Kwartalen	5 dagen/week		6 dagen/week		Totaal A + B
	Aantal dagen	AD/65,25 = A	Aantal dagen	AD/78,25 = B	
1e kwartaal					
2e kwartaal					
3e kwartaal					
4e kwartaal					

II. 4. Werknemers onderworpen aan de wetgeving op de sociale zekerheid van toepassing in een Lidstaat van de Europese Unie en voltijds tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen (8)	
Kwartalen	Aantal voltijdse werknemers
1e kwartaal	
2e kwartaal	
3e kwartaal	
4e kwartaal	

II. 5. Samenstelling van het maatschappelijk kapitaal (9)

a) Aantal effecten waaruit het maatschappelijk kapitaal bestaat — Nettowaarde van de gezamenlijke effecten :

Aantal	Nettowaarde

b) Toestand vóór het overlijden van de de cujus :- aantal effecten in handen van de de cujus

Aantal	Nettowaarde

- aantal effecten in handen van de voortzitters

Naam en voornaam	Aantal	Nettowaarde
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

c) Jaarlijkse wijzigingen in het aandeelhouderschap

Aan het einde van elk verstreken jaar, de wijzigingen meedelen die het aandeelhouderschap ondergaat gedurende een periode van 5 jaar na het overlijden van de de cujus.

Naam en voornaam	Aantal	Nettowaarde
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

II. 6 Nettowaarde en lijst van de activa bedoeld in artikel 60bis, § 1^{er}, 1°, van het Wetboek der Successierechten zoals vastgelegd in de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting (10)

--

Voortzetter(s) van :
 Naam, voornamen :
 Overleden op :
 aan wie een vermindering van de successierechten is toegestaan overeenkomstig artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd,
 betreffende de onderneming :
 met zetel te :
 ingeschreven in het Handelsregister van onder nummer :
 BTW-nr. :
 Ondergetekende bevestigt het volgende :

1° Uit de gegevens en documenten in de jaarlijkse kennisgeving van, onder nummer, blijkt dat de voorwaarden om de vermindering van de successierechten te genieten vervuld zijn overeenkomstig artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998.

2° Uit de gegevens en documenten in de jaarlijkse kennisgeving van, onder nummer, blijkt dat de voorwaarden om de vermindering van de successierechten te genieten niet meer vervuld zijn om de volgende redenen (11) :

a.	Art. 60 <i>bis</i> , § 3, 1°		
b.	Art. 60 <i>bis</i> , § 3, 2°		
c.	Art. 60 <i>bis</i> , § 3, 3°		

Dit attest is afgegeven op en vervangt het attest afgegeven op

Namens de Waalse Regering,
 De gemachtigde ambtenaar.

Belangrijk bericht

Tegen deze beslissing kan binnen 15 dagen na ontvangst van de kennisgeving van dit attest een met redenen omkleed bezwaarschrift bij aangetekende brief ingediend worden bij het "Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi", place de la Wallonie, 1, bât. II, 3ème étage 5100 Jambes.

De Minister van Begroting en Financiën deelt zijn beslissing mee binnen een termijn van 30 dagen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota's

(1) De tabel hierboven invullen en voor elk van de vier kwartalen die voorafgaan aan het kwartaal waarin de erflater is overleden, het aantal bezoldigde dagen opgeven voor de bedienden en de arbeiders (met uitzondering van de stagiairs KB nr. 230 en de leerlingen), al naar gelang de arbeidsduur (5 of 6 dagen per week). Als de onderneming deeltijdse werknemers tewerkstelt of heeft tewerkgesteld, ter toelichting hun naam opgeven alsook de perioden waarin ze deeltijds gewerkt hebben en hun dienstregeling. Als het in kolom "Totaal A+ B" verkregen getal een eenheid overtreft en niet geheel is, wordt het op een hele eenheid naar beneden of boven afgerond, naarmate de eerste decimaal ervan al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5.

(2) De overeenkomstig het Reglement (EEG) nr. 1408/71 vigerende wetgeving bijvoegen.

(3) Alleen voor rechtspersonen.

(4) Alleen voor natuurlijke personen.

(5) Schrappen wat niet past en de gepaste vakken invullen.

(6) De gepaste feitelijke motivering opgeven.

(7) De tabel hierboven invullen en voor elk van de vier kwartalen die voorafgaan aan het kwartaal waarin de erflater is overleden, het aantal bezoldigde dagen opgeven voor de bedienden en de arbeiders (met uitzondering van de stagiairs KB nr. 230 en de leerlingen), al naar gelang de arbeidsduur (5 of 6 dagen per week). Als de onderneming deeltijdse werknemers tewerkstelt of heeft tewerkgesteld, ter toelichting hun naam opgeven alsook de perioden waarin ze deeltijds gewerkt hebben en hun dienstregeling. Als het in kolom "Totaal A+ B" verkregen getal een eenheid overtreft en niet geheel is, wordt het op een hele eenheid naar beneden of boven afgerond, naarmate de eerste decimaal ervan al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5.

(8) De overeenkomstig het Reglement (EEG) nr. 1408/71 vigerende wetgeving bijvoegen.

(9) Alleen voor rechtspersonen.

(10) Alleen voor natuurlijke personen.

(11) Het gepaste vak invullen en de gepaste feitelijke motivering opgeven.